

SITUATION MONETAIRE DE L'UMOA

AU 31 MARS 1993

La situation économique et financière des pays de l'Union Monétaire Ouest Africaine a été fortement marquée par les effets d'un environnement international toujours peu favorable caractérisé par le ralentissement de la croissance économique dans les pays industrialisés et la persistance de la baisse des cours des matières premières. Elle a également été affectée par la faiblesse des entrées de ressources extérieures et l'accélération des sorties de capitaux, notamment sous forme de billets.

Ainsi la tendance à la dégradation de la position extérieure des institutions monétaires, observée depuis mars 1992, s'est poursuivie, entraînant le maintien du taux de couverture de l'émission monétaire en dessous du minimum statutaire de 20%.

I - CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER DE L'UNION

En dépit du niveau dans l'ensemble satisfaisant de la commercialisation des principales productions agricoles d'exportation, l'activité économique dans les pays de l'UMOA est demeurée déprimée du fait de la contraction de la demande et des cours des produits de base sur les marchés internationaux. Par ailleurs, la production minière reste confrontée à la faiblesse de la demande extérieure. Au niveau du secteur industriel, les unités agro-industrielles ont bénéficié d'un niveau d'approvisionnement adéquat alors que l'activité dans les autres branches, notamment les textiles et les cimenteries est marquée par un ralentissement.

L'évolution des prix est demeurée, durant les premiers mois de l'année 1993, proche de celle observée au cours de l'année 1992 durant laquelle le niveau de l'inflation, mesuré par le déflateur du PIB, a été de 1,0%.

La situation des finances publiques reste préoccupante, du fait de la rigidité à la baisse des dépenses budgétaires, salariales notamment, dans une conjoncture économique marquée par le recul des recettes fiscales. Il en a résulté un recours accru des Etats aux ressources monétaires. Ainsi, à fin mars 1993, les utilisations par les Trésors nationaux des facilités de l'Institut d'émission étaient en dépassement par rapport aux plafonds autorisés (1) dans l'ensemble des Etats à l'exception du Mali.

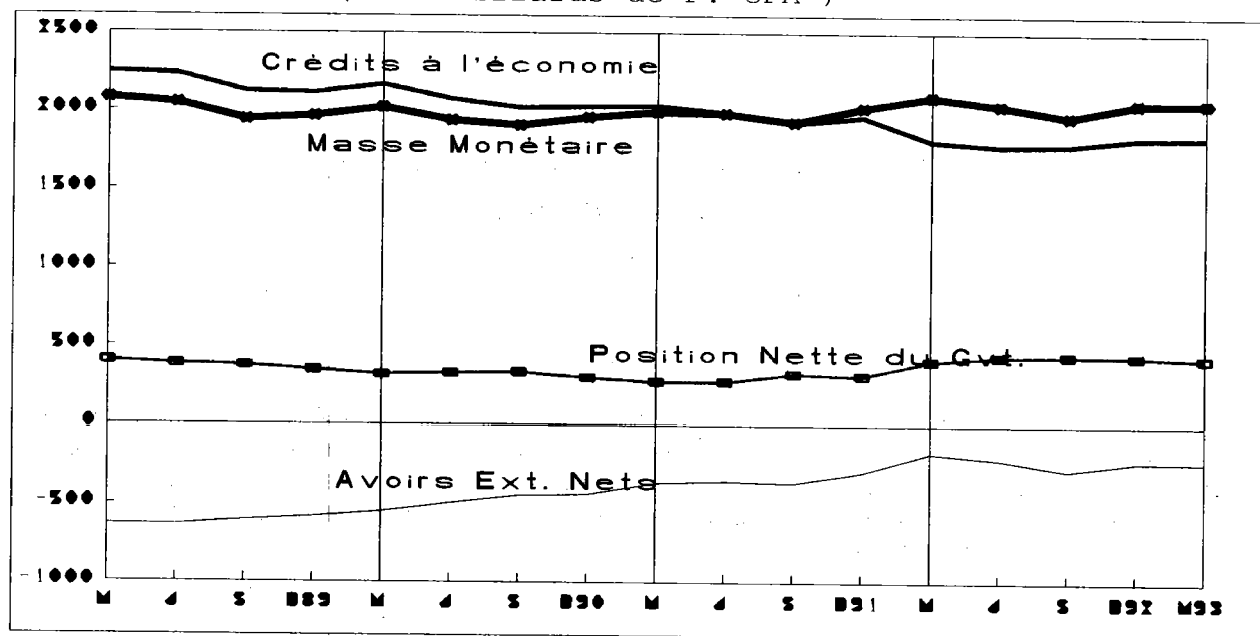
(1) Au cours de sa séance du 16 décembre 1992, le Conseil des Ministres avait décidé, en raison de l'évolution de la situation monétaire, de geler les concours de la Banque centrale aux Etats et demandé la résorption des dépassements constatés.

II. - EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE

Comparée à celle arrêtée un an plus tôt, la situation monétaire de l'Union est marquée à fin mars 1993 par une dégradation de la position extérieure nette débitrice, une légère hausse du crédit intérieur et une contraction de la masse monétaire. Pour leur part, les interventions de la Banque centrale se sont inscrites en hausse.

Toutefois, par rapport à fin décembre 1992, on note une relative stabilité des avoirs extérieurs nets et de la masse monétaire ainsi qu'un repli du crédit intérieur et des interventions de l'Institut d'émission.

UMOA : SITUATION MONETAIRE INTEGREE
(en milliards de F. CFA)



1 - Les avoirs extérieurs nets

1.1. - Evolution d'ensemble

La position extérieure nette débitrice des institutions monétaires de l'UMOA s'est établie à 231,0 milliards à fin mars 1993, en dégradation de 55,3 milliards par rapport à mars 1992. Un an auparavant, les avoirs extérieurs nets s'étaient améliorés de 189,6 milliards.

La dégradation de la position extérieure des institutions monétaires depuis le mois de mars 1992 traduit notamment l'environnement macro-économique peu favorable dans lequel évoluent les économies de l'Union avec en particulier la faiblesse des cours et de la demande extérieure des produits de base exportés par la zone.

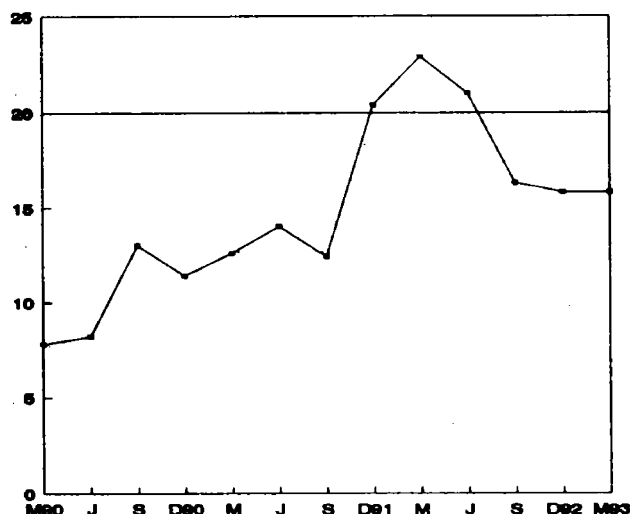
Elle est imputable également au net ralentissement des entrées de ressources extérieures du fait des difficultés rencontrées par les Etats dans les négociations avec les institutions de Bretton Woods. Ces difficultés tiennent principalement aux conditionnalités imposées par ces Institutions, à l'ampleur des écarts de financement au niveau des finances publiques et aux contraintes liées à la mise en oeuvre de certaines mesures structurelles.

Enfin, la poursuite des sorties de capitaux, sous forme de billets principalement, a également contribué à la baisse du niveau des avoirs extérieurs nets de l'Union. Les rachats par la BCEAO des billets de son émission se sont établis à 251,1 milliards entre mars 1992 et mars 1993 contre 168,1 milliards une année auparavant. Au cours du premier trimestre 1993, ces rachats se sont chiffrés à 77,6 milliards au lieu de 45,5 milliards un an plus tôt.

Il convient de relever toutefois une relative stabilité des avoirs extérieurs au cours du premier trimestre de l'année en cours, la position nette débitrice ne s'étant dégradée que de 2,6 milliards pour passer de 228,4 milliards en décembre 1992 à 231,0 milliards en mars 1993.

1. 2. Avoirs extérieurs de la BCEAO

EVOLUTION DU TAUX DE COUVERTURE DE L'EMISSION MONETAIRE (en %).



La position nette débitrice de la BCEAO s'est établie à 135,4 milliards à fin mars 1993, en dégradation de 57,8 milliards par rapport à mars 1992, contre une amélioration de 140,2 milliards une année plus tôt.

Cette évolution, conjuguée à des rachats nets au titre du FMI de 37,2 milliards, a entraîné un fléchissement de 90,4 milliards des avoirs extérieurs bruts qui se sont chiffrés à 180,3 milliards à fin mars 1993. En particulier les avoirs en compte d'opérations se sont établis à 92,0 milliards, en retrait de 94,8 milliards par rapport à mars 1992.

La baisse des réserves de change a entraîné un recul du taux de couverture de l'émission monétaire de 22,9% à 15,8%. Il convient de noter toutefois une stabilité du taux de couverture au cours du premier trimestre de l'année en cours à 15,8%.

UMOA : AVOIRS EXTERIEURS BRUTS (AEB) ET ENGAGEMENTS MONETAIRES A VUE (EMAV)

	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92	Juin 92	Sept. 92	Déc. 92	Mars 93
<i>(en milliards de francs CFA)</i>							
A - Avoirs Extérieurs Bruts (AEB)	126,0	232,5	270,7	236,1	174,2	177,2	180,3
- Or	46,7	44,9	49,1	45,0	48,0	52,7	54,1
- Compte d'opérations	39,8	137,9	186,8	157,6	95,3	86,0	92,0
- Autres	39,5	49,7	34,8	33,5	30,9	38,5	34,2
B - Engagements Monétaires à Vue ...	1012,9	1142,2	1182,2	1122,2	1066,7	1123,0	1138,0
- Billets et monnaies	560,0	636,7	656,5	604,6	552,8	634,8	634,2
- Dépôts des Banques	341,5	365,0	379,1	381,2	388,4	353,2	375,7
- Engagements en monnaies étrangères ...	0,0	0,0	0,0	6,7	3,1	0,0	0,0
- Autres	111,4	140,5	146,6	129,7	122,4	135,0	128,1
C - Taux de couverture							
de l'émission monétaire (%) A/B	12,4	20,4	22,9	21,0	16,3	15,8	15,8

1.3. Avoirs extérieurs des banques

La position extérieure nette débitrice des banques primaires s'est établie à 95,6 milliards, en amélioration de 2,5 milliards par rapport à mars 1992 contre 49,4 milliards une année plus tôt. Cette évolution a résulté d'un ac-

croissement de 11,8 milliards des avoirs des établissements bancaires, atténué en partie par une progression de 9,3 milliards de leurs engagements.

2 - Le crédit intérieur

Le crédit intérieur s'est établi à 2 258,9 milliards en hausse de 40,6 milliards après un recul de 88,0 milliards enregistré un an plus tôt. L'accroissement du crédit intérieur a concerné ses deux composantes.

Il convient de relever cependant un léger recul du crédit intérieur au cours des trois premiers mois de l'année 1993, imputable au repli de la position nette débitrice des Gouvernements.

2.1. La position nette des gouvernements

La position nette débitrice des Gouvernements s'est dégradée de 17,3 milliards pour s'établir à 425,3 milliards. Cette évolution traduit les difficultés de trésorerie auxquelles sont confrontés les Etats et qui les ont conduits à un recours accru aux ressources monétaires. Ainsi, les utilisations des Trésors nationaux au titre des concours de la Banque centrale se sont chiffrées à 313,7 milliards, en hausse de 32,0 milliards par rapport à mars 1992. Les dépassements au titre des concours autorisés de la BCEAO ont atteint 62,4 milliards au 31 mars 1993.

2.2. Les crédits à l'économie

L'encours des crédits à l'économie s'est établi à 1 833,6 milliards en mars 1993, en hausse de 23,3 milliards. Cette évolution est imputable uniquement aux crédits ordinaires qui sont passés de 1 618 milliards à 1 671,9 milliards.

En effet, les crédits de campagne ont reculé de 30,6 milliards pour se chiffrer à 161,7 milliards en raison notamment de la réduction des prix au producteur et du retard dans le démarrage de la commercialisation pour certains produits agricoles.

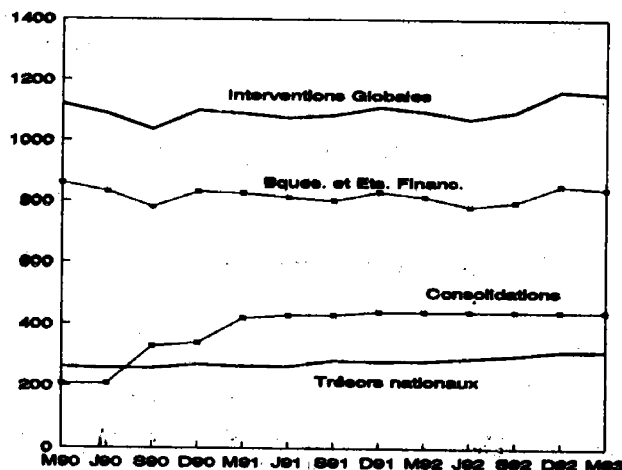
La hausse des crédits ordinaires a concerné les financements à court terme qui sont passés de 842,5 milliards à 889,2 milliards et, dans une moindre mesure, les financements à long et moyen terme qui se sont établis à 782,7 milliards contre 775,5 milliards un an plus tôt.

Au cours des trois premiers mois de l'année, l'évolution des crédits à l'économie a été marquée par une augmentation des crédits de campagne liée aux besoins de la commercialisation et un recul des crédits ordinaires.

3 - La masse monétaire

Du fait de la dégradation de la position extérieure des institutions monétaires, la liquidité globale a régressé de 1,9% en un an pour se chiffrer à 2 053,3 milliards en mars 1993 contre une progression de 5,0% l'année précédente. Le recul de la masse monétaire s'est reflété dans l'évolution de la circulation fiduciaire et des dépôts en banque qui se sont établis respectivement à 594,3 milliards et 1 437,9 milliards, enregistrant des baisses relatives de 3,5% et 1,2%.

EVOLUTION DES INTERVENTIONS GLOBALES
DE LA BANQUE CENTRALE (en Mds de POFA)



4 - Equilibre emplois - ressources des banques

L'analyse du tableau des emplois et ressources des banques laisse apparaître une légère dégradation de 85,7% à 84,1% du taux de couverture des risques bancaires par les dépôts. Cette évolution est due à l'effet conjugué de la hausse des crédits à l'économie et au recul des dépôts bancaires.

5 - Les interventions globales de la Banque centrale

Les interventions globales de la Banque centrale se sont élevées à 1 154,6 milliards à fin mars 1993, en hausse de 58,2 milliards ou 5,3% d'une année à l'autre. Cette progression est imputable aux accroissements de 32,1 milliards

des concours aux Trésors nationaux et de 26,1 milliards des interventions en faveur des banques et établissements financiers.

III. - EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE PAR ETAT

B E N I N

La situation de la monnaie et du crédit, entre mars 1992 et mars 1993, a été caractérisée par une nette amélioration de la position extérieure, un gonflement du crédit intérieur et une expansion de la liquidité globale.

1 - Les avoirs extérieurs nets

Sur une base annuelle, la position extérieure nette créditrice des institutions monétaires s'est renforcée de 15,1 milliards en passant de 47,2 milliards à 62,3 milliards.

Cette amélioration s'explique par le rapatriement des recettes d'exportation, la mobilisation des ressources au titre du programme d'ajustement structurel et le solde positif des échanges avec l'extérieur sur billets BCEAO et autres billets de la zone franc.

Les avoirs extérieurs nets de la Banque centrale se sont améliorés de 7,7 milliards pour s'établir à 50,6 milliards. Cette évolution, conjuguée à l'impact des tirages nets sur les ressources du FMI de 2,8 milliards, a permis un relèvement de 11,5 milliards de la position nette créditrice du Bénin au compte des disponibilités extérieures passée de 53,4 milliards à 64,9 milliards.

La position extérieure nette créditrice des banques est passée de 4,3 milliards à 11,7 milliards en raison essentiellement de la constitution des dépôts exigés par les correspondants extérieurs.

2 - Le crédit intérieur

Le crédit intérieur, après avoir connu des baisses successives de décembre 1990 à septembre 1992, a poursuivi la hausse amorcée depuis lors pour s'établir à 80,8 milliards en mars 1993 contre 61,7 milliards un an plus tôt.

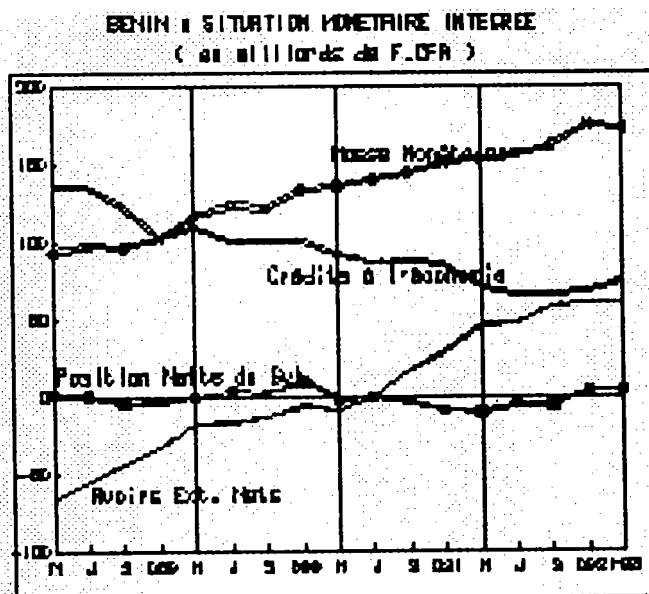
La position nette du Gouvernement, créditrice de 9,1 milliards en mars 1992, est ressortie débitrice de 4,4 milliards en mars 1993 à la suite d'une contraction des dépôts de l'Etat aussi bien au niveau de la Banque centrale que des banques.

L'encours des crédits à l'économie s'est élevé à 76,4 milliards à fin mars 1993 contre 70,8 milliards en 1992, soit une hausse de 5,6 milliards, imputable à la progression de 8,3 milliards des crédits ordinaires, les crédits de campagne ayant pour leur part reculé.

3 - La masse monétaire

Le renforcement de la position extérieure et l'accroissement du crédit intérieur ont entraîné une expansion de 12,8% de la masse monétaire qui est passée de 154,4 milliards en mars 1992 à 174,2 milliards en mars 1993.

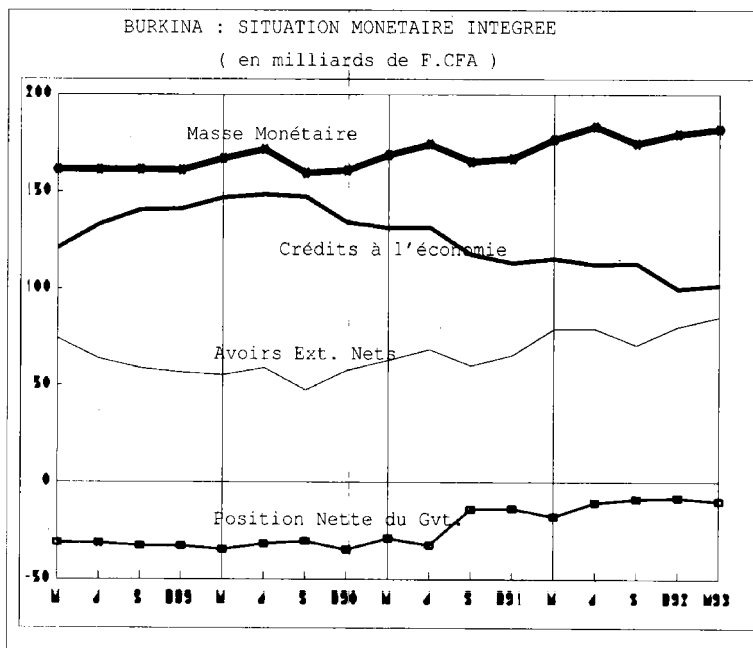
La circulation fiduciaire a baissé de 1,1 milliard tandis que les dépôts en banque progressaient de 20,3 milliards du fait des particuliers et entreprises privées pour 9,0 milliards et des organismes publics pour 11,3 milliards.



4 - Equilibre emplois - ressources des banques

L'examen du tableau des emplois et ressources des banques confirme l'amélioration constante de leur liquidité. En effet, le taux de couverture des crédits par les dépôts a progressé de 168,9% à 176,1% d'une année à l'autre, en raison principalement d'un accroissement des dépôts à terme.

BURKINA



La situation économique et financière du Burkina a continué de se ressentir de l'impact positif des réformes économiques entreprises dans le cadre du programme d'ajustement en cours avec le soutien financier des institutions de Bretton Woods depuis 1991.

Au plan monétaire, cette situation s'est traduite par la poursuite de l'amélioration de la position extérieure des institutions monétaires, la contraction du crédit intérieur et l'accroissement de la liquidité globale.

1 - Les avoirs extérieurs nets

Les avoirs extérieurs nets positifs des institutions monétaires sont passés de 79,1 milliards à fin mars 1992 à 85,4 milliards à la même période de 1993, soit une amélioration de 6,3 milliards.

Cette évolution est imputable surtout à la mobilisation de ressources extérieures en appui aux efforts internes d'ajustement et au rapatriement du produit des recettes d'exportation, en particulier au titre du coton.

L'amélioration des avoirs extérieurs a concerné principalement l'Institut d'émission, les avoirs extérieurs nets des banques ne s'étant accrus que de 1,1 milliard durant la période.

La position extérieure nette créditrice de la Banque centrale s'est en effet renforcée de 5,2 milliards, entraînant une amélioration de la position créditrice du Burkina au compte des disponibilités extérieures qui est passée de 89,4 milliards à 94,6 milliards.

2 - Le crédit intérieur

De mars 1992 à mars 1993, le crédit intérieur a fléchi de 5,9 milliards ou 6,0% pour se fixer à 91,9 milliards du fait de la baisse de 13,8 milliards des crédits à l'économie, partiellement compensée par la détérioration de 7,9 milliards de la position nette créditrice du Gouvernement. La réduction des crédits à l'économie est imputable aussi bien aux crédits de campagne qu'aux concours ordinaires qui ont respectivement régressé de 5,0 milliards et 8,8 milliards.

Quant à la position nette créditrice du Gouvernement, elle s'est dégradée, du fait essentiellement d'une baisse de 6,0 milliards des dépôts publics auprès de la Banque centrale, accentuée par l'accroissement de 2,4 milliards des dépôts des particuliers et entreprises en caisse nationale d'épargne (CNE).

3 - La masse monétaire

Reflétant la hausse des avoirs extérieurs nets, la masse monétaire s'est accrue de 5,4 milliards au cours de la période sous-revue pour se fixer à 182,2 milliards au 31 mars 1993. La circulation fiduciaire et les dépôts en CNE ont augmenté respectivement de 5,1 milliards et 2,4 milliards ; dans le même temps, les dépôts

en banque ont baissé de 2,1 milliards.

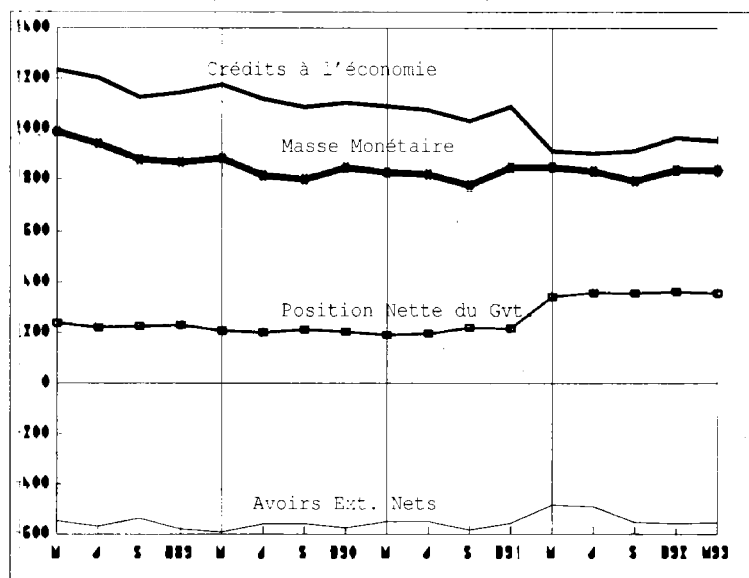
4 - Equilibre emplois - ressources des banques

L'analyse de la structure des emplois et ressources des banques révèle une progression du taux de couverture des risques par les dépôts de 123,1% à 137,7% en raison de la contraction des concours bancaires, notamment au secteur privé.

COTE D'IVOIRE

La persistance de la baisse prolongée des cours des matières premières, en particulier ceux du café et du cacao, a continué de peser sur la situation économique et financière de la Côte d'Ivoire. Celle-ci est également affectée par les incidences de l'absence d'un programme appuyé par les Institutions de Bretton Woods, notamment en matière de rentrées de ressources extérieures.

COTE D'IVOIRE : SITUATION MONETAIRE INTEGREE
(en milliards de F.CFA)



Dans ce contexte, la situation monétaire a été marquée par une dégradation de la position extérieure nette des institutions monétaires, une progression modérée du crédit intérieur, et un léger repli de la liquidité intérieure.

1 - Les avoirs extérieurs nets

La position extérieure nette débitrice des institutions monétaires s'est établie à 554,4 milliards à fin mars 1993, soit une dégradation de 69,9 milliards d'une année à l'autre.

Cette évolution s'explique par le ralentissement des entrées de capitaux extérieurs, en l'absence d'un programme avec les Institutions de Bretton Woods. Les difficultés pour la conclusion du programme tiennent principalement aux conditionnalités imposées par ces Institutions et à l'im-

portance des écarts de financement au titre des opérations de l'Etat. Le déficit des paiements extérieurs qui s'explique également par la contraction des recettes d'exportation, à la suite de la baisse persistante des cours du café et du cacao, a été accentué par la hausse des rachats de billets BCEAO.

La position extérieure nette débitrice de la Banque centrale s'est détériorée de 65,3 milliards pour ressortir à 494,6 milliards à fin mars 1993 contre 429,3 milliards un an plus tôt. Cette évolution, conjuguée à des rachats nets auprès du FMI à concurrence de 26,6 milliards a entraîné une dégradation de 93,8 milliards de la position débitrice de la Côte d'Ivoire au compte des disponibilités extérieures qui s'est fixée à 415,4 milliards.

La position extérieure nette débitrice des banques s'est également détériorée en s'établissant à 59,8 milliards contre 55,2 milliards auparavant en raison d'un accroissement de 10,7 milliards des engagements extérieurs, partiellement compensés par celui des avoirs extérieurs à concurrence de 6,1 milliards.

2 - Le crédit intérieur

L'encours du crédit intérieur s'est chiffré à 1 308,3 milliards à fin mars 1993, en progression de 4,4% d'une année à l'autre. Cette évolution résulte de la hausse des crédits à l'économie et, dans une moindre mesure, de la dégradation de la position nette du Gouvernement.

La position nette débitrice du Gouvernement, en dépit de l'amélioration enregistrée durant le premier trimestre 1993, s'est détériorée de près de 4,0% en s'établissant à 355,7 milliards, contre 342,1 milliards un an plus tôt, en raison essentiellement de la baisse des créances de l'Etat sur les autres agents économiques.

Quant aux crédits à l'économie, ils se sont élevés à 952,6 milliards à fin mars 1993, contre 911,1 milliards à la même période de l'année précédente, soit une progression de 4,6%. Cependant, ils se situent en retrait de 1,2% par rapport à leur niveau à fin décembre 1992.

Le relèvement du niveau des crédits à l'économie entre mars 1992 et mars 1993 est imputable à l'évolution des crédits ordinaires qui se sont accrus de 43,8 milliards, les crédits de campagne ayant évolué de 86,9 milliards à 83,9 milliards sur la période.

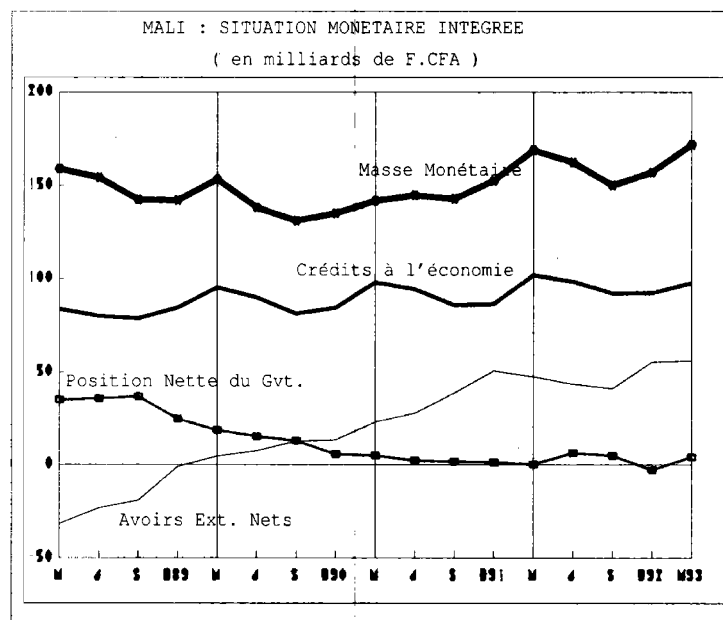
3 - La masse monétaire

En raison de la dégradation de la position extérieure, la masse monétaire s'est dégonflée de 1,4% d'une année à l'autre en se chiffrant à 835,1 milliards à fin mars 1993. Cette évolution s'est reflétée dans la diminution des dépôts en banque, notamment ceux des organismes publics qui ont reculé de 64,1 milliards à 62,0 milliards. Par contre, la circulation fiduciaire s'est légèrement accrue passant de 242,5 à 248,9 milliards.

4 - Equilibre emplois-ressources des banques

L'analyse de la structure des emplois et ressources des banques révèle une détérioration du taux de couverture des crédits par les dépôts qui s'établit à 57,9% en mars 1993 contre 61,3% une année plus tôt. Cette situation découle d'une augmentation des engagements de 2,6% conjuguée à une réduction des dépôts, notamment ceux du secteur public.

M A L I



L'activité économique au Mali a été marquée par la reprise dans les secteurs primaire et secondaire.

Au plan monétaire, la position extérieure des institutions monétaires s'est améliorée entraînant une légère progression de la masse monétaire. Quant au crédit intérieur, il est demeuré relativement stable.

1 - Les avoirs extérieurs nets

La position extérieure nette créditrice des institutions monétaires s'est établie à 56,1 milliards à fin mars 1993, contre 47,6 milliards un an plus tôt, soit une amélioration de 8,5 milliards. Cette évolution est imputable au rapatriement des recettes d'exportation et à la mobilisation des ressources extérieures en appui aux efforts internes d'ajustement dans le cadre du programme en cours avec le soutien des Institutions de Bretton Woods.

L'amélioration des avoirs extérieurs a profité aux banques primaires dont la position extérieure, débitrice à hauteur de 6,8 milliards en mars 1992, est devenue créditrice à concurrence de 1,9 milliard en mars 1993 à la suite du désengagement des banques vis-à-vis de leurs correspondants extérieurs.

Quant à la position nette extérieure créditrice de la Banque centrale, elle est demeurée quasi-stable en se fixant à 54,2 milliards en mars 1993 contre 54,4 milliards précédemment.

2 - Le crédit intérieur

L'encours du crédit intérieur s'est établi à 101,7 milliards contre 102,0 milliards à fin mars 1992.

La position nette débitrice du Gouvernement s'est dégradée pour se situer à 4,1 milliards à fin mars 1993 contre 0,2 milliard un an plus tôt, en raison principalement des utilisations des concours de la Banque centrale au titre notamment des ressources rétrocédées du FMI.

Par contre, les crédits à l'économie ont enregistré un repli de 4,1% en s'établissant à 97,6 milliards. Cette évolution s'explique exclusivement par le dégonflement des crédits de campagne, les crédits ordinaires étant passés de 81,9 milliards à 85,1 milliards d'une année à l'autre.

3 - La masse monétaire

La masse monétaire est passée de 168,8 milliards à 171,8 milliards d'une année à l'autre, soit une progression de 1,8% essentiellement imputable à l'amélioration de la position extérieure des institutions monétaires.

Cette évolution s'est traduite par une consolidation des dépôts en banque qui sont passés de 97,0 milliards en mars 1992 à 102,9 milliards un an plus tard, soit un accroissement de 6,1%. Quant à la circulation fiduciaire, elle s'est contractée de 2,9 milliards ou 4,0% pour se chiffrer à 68,0 milliards.

4 - Equilibre emplois - ressources des banques

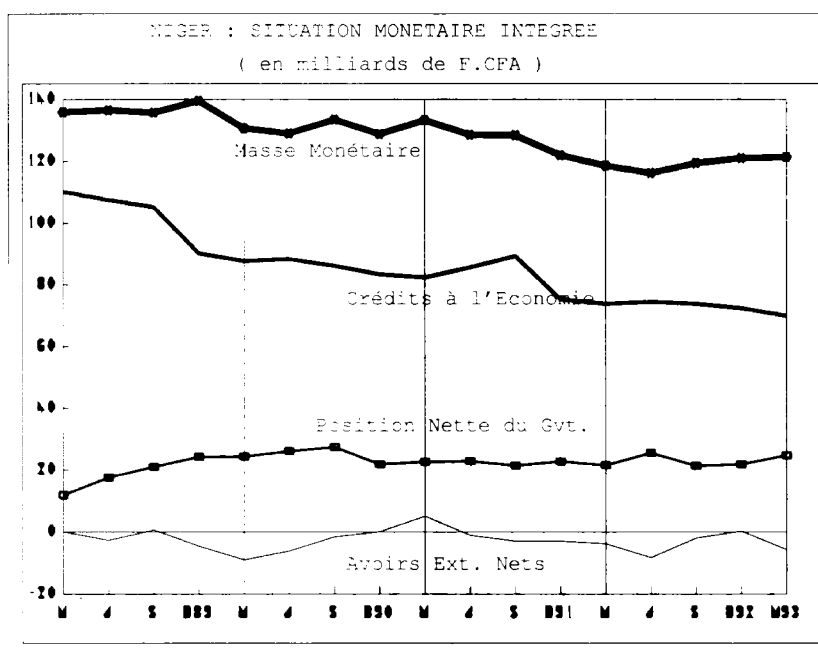
L'analyse de la structure financière des banques maliennes révèle une amélioration du taux de couverture des crédits par les dépôts qui se situe à 134,4% à fin mars 1993 contre 124,5% un an plus tôt. Cette évolution s'explique par une baisse de 5,2% des crédits octroyés conjuguée à une hausse de 3,3% des dépôts collectés par les banques. Toutefois le niveau élevé des crédits douteux et litigieux qui représente 27,9% des crédits à l'économie nécessite le renforcement des actions en vue du recouvrement des créances compromises.

N I G E R

Les modestes performances du secteur agricole, la mévente de l'uranium sur les marchés internationaux, ainsi que le contexte socio-politique ont continué de peser sur le niveau de l'activité économique au Niger durant les trois premiers mois de l'année 1993. En outre, la situation économique et financière du pays est affectée par l'absence d'un programme appuyé par les Institutions de Bretton Woods liée principalement au contexte socio-politique qui a prévalu dans le pays. Cette situation a entraîné au plan monétaire une dégradation de la position extérieure nette des institutions monétaires, un tassement du crédit intérieur et une progression de la masse monétaire.

1 - Les avoirs extérieurs nets

La position extérieure nette débitrice des institutions monétaires s'est dégradée de 1,9 milliard pour s'établir à 5,7 milliards, du fait exclusivement des banques primaires qui ont accru leurs engagements extérieurs nets de 30,2 milliards à 32,1 milliards.



Durant la même période, la position extérieure nette créditrice de l'Institut d'émission s'est stabilisée à 26,4 milliards. La position créditrice au compte des disponibilités extérieures s'est établie à 55,7 milliards à fin mars 1993 contre 50,7 milliards un an plus tôt.

2 - Le crédit intérieur

L'encours du crédit intérieur s'est fixé à 94,5 milliards, en baisse de 0,8%. Cette évolution résulte des orientations divergentes de ses deux composantes.

La position nette débitrice du Gouvernement s'est aggravée de 3,1 milliards, du fait notamment de la baisse de 5,2 milliards des dépôts publics dans les banques. Cette évolution a été atténuée par le recul de 2,3 milliards des engagements de l'Etat vis-à-vis de l'Institut d'émission au titre des concours rétrocédés du FMI et par la baisse de 1,9 milliard des avoirs des particuliers et entreprises aux CCP.

Les crédits à l'économie exclusivement constitués de crédits ordinaires ont régressé de 5,3% ou 3,9 milliards pour se fixer à 69,9 milliards. La baisse des concours ordinaires a concerné aussi bien les crédits à court terme que ceux à moyen et long terme qui ont respectivement reculé de 1,9 milliard et 2,0 milliards.

3 - La masse monétaire

La liquidité globale s'est accrue de 2,4%. Cet accroissement a concerné exclusivement la circulation fiduciaire qui a augmenté de 9,6% ou 3,8 milliards, alors que les dépôts en banque et aux CCP ont baissé de 1,0 milliard.

4 - Equilibre emplois-ressources des banques

L'analyse de la structure financière des banques laisse apparaître, en dépit de la stabilisation du taux de couverture des risques par les dépôts à 115,0%, la persistance de la mauvaise qualité du portefeuille des banques, perceptible à travers l'importance des douteux et litigieux qui constituent 53,8% des crédits ordinaires. Cette situation exige un renforcement des actions de recouvrement des créances compromises.

SENEGAL

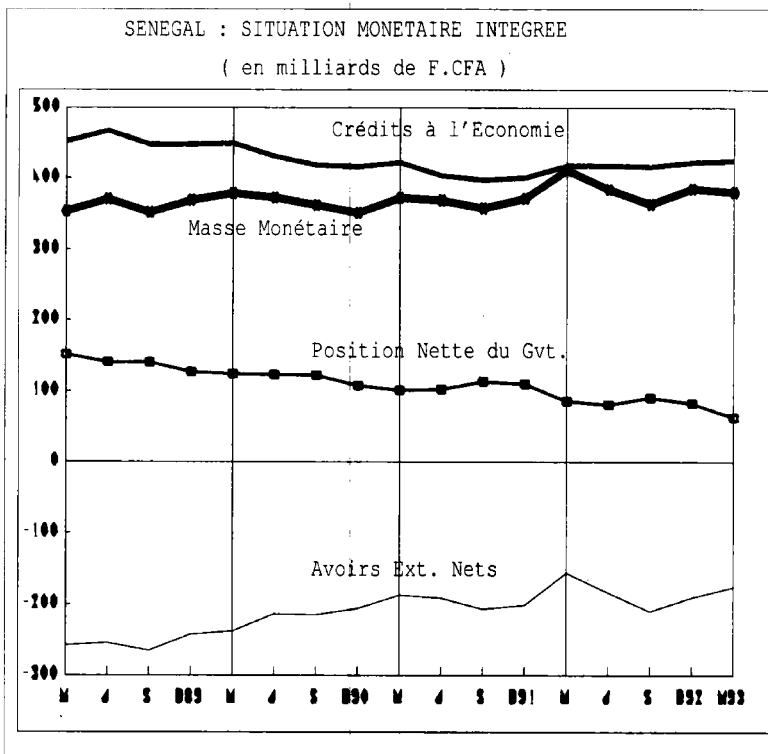
La conjoncture économique et financière est demeurée morose au Sénégal en raison notamment des contre-performances du secteur agricole et des résultats peu favorables des secteurs minier et industriel. Par ailleurs, le retard

dans l'adoption de certaines mesures structurelles n'a pas permis la conclusion d'un programme économique et financier appuyé par les Institutions de Bretton Woods.

Cette situation s'est traduite au plan monétaire par une détérioration de la position extérieure des institutions monétaires, un recul du crédit intérieur et une réduction de la liquidité globale.

1 - Les avoirs extérieurs nets

La position extérieure nette débitrice des institutions monétaires s'est dégradée de 20,1 milliards pour ressortir à 175,9 milliards à fin mars 1993. Cette évolution est imputable au ralentissement des entrées de ressources extérieures du fait de l'absence d'accord avec les Institutions de Bretton Woods et de la baisse importante des exportations des produits arachidières et, dans une moindre mesure, de phosphates.



De plus, la balance des opérations sur billets de la zone franc, excédentaire de 0,9 milliard au cours du premier trimestre 1992, s'est sensiblement dégradée pour ressortir négative de 5,5 milliards un an plus tard, du fait notamment de la progression de 6,3 milliards des rachats de billets BCEAO.

La dégradation de la position extérieure nette a concerné aussi bien l'Institut d'émission que les banques de dépôts. Ces dernières ont en effet accru de 6,0 milliards leurs engagements extérieurs nets qui se sont établis à 34,7 milliards au 31 mars 1993. Quant à la Banque centrale, ses avoirs extérieurs nets négatifs ont évolué de 127,1 milliards à 141,2 milliards, en dégradation de 14,1 milliards. Cette évolution conjuguée à l'impact des rachats nets au titre du FMI de 11,9 milliards a entraîné une détérioration de la position du Sénégal au compte des disponibilités extérieures qui, quasiment nulle en mars 1992, est ressortie déficitaire de 26,7 milliards en mars 1993.

2 - Le crédit intérieur

L'encours du crédit intérieur a régressé de 3,1 % pour s'établir à 488,1 milliards, du fait exclusivement de la baisse des concours nets à l'Etat. La position nette débitrice du Gouvernement s'est en effet améliorée de 22,6 milliards, en raison principalement de l'accroissement de 21,6 milliards des dépôts du Gouvernement dans les banques primaires à la suite de la domiciliation dans les banques des ressources de la deuxième tranche du Fonds de Promotion Economique (FPE) financé par la Banque Africaine de Développement. Cependant, les difficultés des finances publiques demeurent vives, se caractérisant notamment par le dépassement de 3,9 milliards sur le maximum autorisé.

Les crédits au secteur privé ont par contre progressé de 7,1 milliards ou 1,7% pour s'inscrire à 424,8 milliards. Cette évolution a exclusivement concerné les crédits ordinaires qui se sont accrus de 14,4 milliards tandis que les crédits de campagne régressaient de 7,3 milliards pour se chiffrer à 21,8 milliards. La progression des concours ordinaires est imputable aussi bien aux crédits à court terme qu'à ceux à moyen et long terme qui ont respectivement augmenté de 5,5 milliards et 8,9 milliards. Cette évolution est liée notamment à l'exécution du programme de financement au titre du FPE.

3 - La masse monétaire

A la suite de la dégradation de la position extérieure et du tassement du crédit intérieur, la liquidité globale s'est repliée de 7,5% ou 30,9 milliards pour s'établir à 380,6 milliards. Cette évolution a concerné les deux composantes de la masse monétaire. La circulation fiduciaire s'est en effet repliée de 7,3 milliards et les dépôts en banque et en CCP se sont dégonflés de 23,6 milliards. La baisse des dépôts a concerné les particuliers et entreprises privées, les organismes publics ayant dans le même temps renforcé leurs avoirs auprès du système bancaire.

4 - Equilibre emplois - ressources des banques

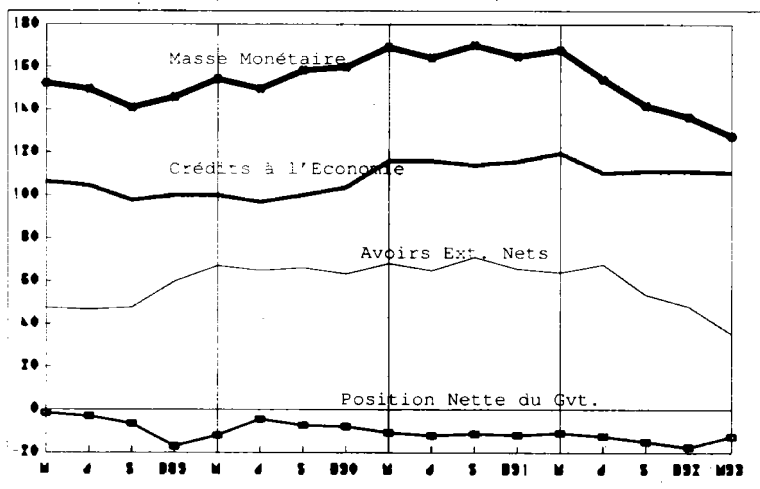
L'examen du tableau des emplois et ressources des banques laisse apparaître un glissement du taux de couverture des risques par les dépôts de 88,2% à 87,2% d'une année à l'autre.

T O G O

La situation socio-politique que traverse le Togo a entraîné des perturbations dans le déroulement normal des activités économiques. Elle a également entravé l'exécution normale du programme triennal conclu avec le FMI en 1989 dans le cadre d'une Facilité d'Ajustement Structurel Renforcé (FASR).

Au plan monétaire, cette situation s'est notamment traduite par une profonde détérioration de la position extérieure des institutions monétaires, un recul du crédit intérieur et une réduction conséquente de la masse monétaire.

TOGO : SITUATION MONETAIRE INTEGREE
(en milliards de F.CFA)



1 - Les avoirs extérieurs nets

La position extérieure nette créditrice des institutions monétaires s'est fortement dégradée passant de 64,0 milliards en mars 1992 à 35,4 milliards un an plus tard. Cette évolution s'explique notamment par la baisse des recettes d'exportation en raison du ralentissement des activités économiques ainsi que par la diminution des entrées de ressources extérieures, du fait des perturbations dans l'exécution du programme triennal conclu avec les Institutions de Bretton Woods. Elle est également imputable à la détérioration du solde positif des opérations sur autres billets de la zone franc.

La contraction des avoirs extérieurs nets positifs a concerné l'Institut d'émission dont la position extérieure nette créditrice est passée de 63,9 milliards en mars 1992 à 36,7 milliards en mars 1993. Les avoirs extérieurs bruts ont baissé de 28,3 milliards; en particulier, le solde créditeur au compte des disponibilités extérieures s'est amoindri en passant de 89,8 milliards à 61,9 milliards.

2 - Le crédit intérieur

L'encours du crédit intérieur a régressé de 9,7 % pour s'établir à 98,1 milliards, sous l'impact du dégonflement des crédits à l'économie et en particulier des crédits de campagne. Ces derniers qui s'étaient fixés à 10,0 milliards en mars 1992 sont demeurés à 1,1 milliard depuis septembre 1992. Quant aux crédits ordinaires, ils se sont quasiment stabilisés à 109,6 milliards.

La position nette créditrice du Gouvernement s'est pour sa part légèrement améliorée en passant de 11,0 milliards à 12,5 milliards. Cette évolution de la PNG est surtout le résultat d'un accroissement de 4,3 milliards des dépôts publics auprès de l'Institut d'émission, concomitamment avec une progression des engagements de 1,6 milliard de l'Etat vis-à-vis de la Banque centrale, notamment au titre des concours monétaires.

3 - La masse monétaire

A la suite de la dégradation de la position extérieure et de la contraction du crédit intérieur, la liquidité globale s'est réduite de 24,0% pour se fixer à 127,6 milliards à fin mars 1993. Cette évolution a concerné aussi bien la circulation fiduciaire que les dépôts en banque et en CCP.

4. - Equilibre emplois - ressources des banques

L'examen de la structure financière des banques du Togo révèle une baisse du taux de couverture des risques par les dépôts de 152,0 % à 149,0 % en raison de la contraction des dépôts des particuliers et entreprises, compensée en partie par la baisse concomitante des crédits à l'économie.

CONCLUSION

Au total, la situation monétaire demeure préoccupante au regard notamment de la persistance de la dégradation de la position extérieure de l'Union qui se traduit par le maintien du taux de couverture de l'émission monétaire en dessous du seuil de 20 %.

Cette situation est la conséquence de l'impact du ralentissement des entrées de ressources et de l'accélération des sorties de billets de notre émission. Il s'avère donc indispensable de renverser cette tendance, notamment par des actions susceptibles de permettre la conclusion, par les quatre pays qui ne sont pas en programme, d'accords avec les institutions de Bretton Woods.

Ces mesures, déjà identifiées notamment lors de la réunion du Conseil d'Administration extraordinaire du 26 février 1993 et adoptées par le Conseil des Ministres de l'UMOA, concernent en particulier :

- la mise en oeuvre et le renforcement des mesures structurelles pour un assainissement durable des finances publiques. Ces mesures devraient viser une plus grande maîtrise des dépenses courantes, en particulier la masse salariale, et la recherche d'un meilleur rendement des administrations fiscales en vue de réduire les pressions des déficits budgétaires sur la situation monétaire ;

- l'assainissement des filières agricoles par la poursuite des efforts entrepris pour une flexibilité accrue des prix aux producteurs et une plus grande maîtrise des charges de commercialisation des produits ainsi que la redéfinition du rôle des caisses et offices de stabilisation des prix ;

- la restructuration des filières industrielles par le biais de mesures privilégiant la flexibilité des coûts du travail et la diminution des autres coûts de production afin d'améliorer la compétitivité des économies nationales;

- le renforcement des dispositions de la réglementation des changes en vue de freiner de manière effective les sorties massives de capitaux, notamment sous forme de billets, qui se sont accentuées au cours de la période sous-revue. Il importe également de s'assurer du rapatriement régulier du produit des recettes d'exportation.

La mise en oeuvre effective de ces mesures est indispensable pour que les actions déjà entreprises au plan monétaire puissent produire leur plein effet.

SOMMAIRE

PAGES

U.M.O.A - Situation des institutions monétaires	15
U.M.O.A. - Situation des banques	16
U.M.O.A. - Situation de la Banque centrale	17
U.M.O.A. - Position nette des Gouvernements	18
U.M.O.A. - Evolution de la base monétaire	19
U.M.O.A. - Interventions globales de la Banque centrale	20
BENIN - Situation des institutions monétaires	21
BURKINA - Situation des institutions monétaires	22
CÔTE D'IVOIRE - Situation des institutions monétaires	23
MALI - Situation des institutions monétaires	24
NIGER - Situation des institutions monétaires	25
SENEGAL - Situation des institutions monétaires	26
TOGO - Situation des institutions monétaires	27

TABLEAU 1

U.M.O.A. : SITUATION DES INSTITUTIONS MONETAIRES

POSTES	1990				1991				1992				1993	
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	
Milliards de francs CFA														
Avoirs Extérieurs Nette.....	-551,2	-495,9	-446,3	-439,2	-365,3	-353,6	-364,5	-296,9	-175,7	-212,9	-283,5	-228,4	-231,0	
Banque centrale	-324,6	-273,6	-231,9	-259,4	-217,8	-220,0	-233,0	-139,2	-77,6	-110,9	-161,3	-143,6	-135,4	
Banques	-226,6	-222,3	-214,4	-179,8	-175	-133,6	-131,5	-157,7	-98,1	-102,0	-122,2	-84,8	-95,6	
Credit interieur	2482,9	2400,4	2353,9	2325,9	2306,3	2264,4	2247,0	2276,4	2218,3	2218,0	2228,2	2269,1	2258,9	
Position nette des Gouvernements	318,9	327,0	333,5	299,1	273,8	273,2	324,0	312,0	408,0	437,9	443,1	438,2	425,3	
Crédits à l'économie	2164,0	2073,4	2020,4	2026,8	2032,5	1991,2	1923,0	1964,4	1810,3	1780,1	1785,1	1830,9	1833,6	
Crédits de campagne	371,4	281,7	208,4	222,0	215,9	197,7	89,1	140,1	192,3	163,1	121,5	150,7	161,7	
Crédits ordinaires	1792,6	1791,7	1812,0	1804,8	1816,6	1793,5	1833,9	1824,3	1618,0	1617,0	1663,6	1680,2	1671,9	
dont douteux et litigieux	184,2	178,5	193,5	201,0	188,6	190,3	202,7	203,8	211,5	206,2	201,9	197,6	212,9	
ACTIF = PASSIF	1931,7	1904,5	1907,6	1886,7	1941,0	1910,8	1882,5	1979,5	2042,6	2005,1	1944,7	2040,7	2027,9	
Masse monetaire	2018,7	1938,7	1906,8	1958,7	1992,8	1985,2	1930,1	2022,2	2092,3	2037,7	1966,5	2049,6	2053,3	
Circulation fiduciaire	615,4	578,2	510,6	581,5	579,5	565,1	524,0	600,5	615,7	564,8	522,9	597,7	594,3	
Dépôts en CCP	19,8	18,7	18,1	16,2	17,4	13,5	11,5	13,1	13,5	12,0	12,1	14,3	10,9	
Dépôts en CNE	6,7	6,8	6,6	6,5	6,5	6,6	6,7	6,7	7,8	10,3	10,2	10,2	10,2	
Dépôts en Banque	1376,8	1335,0	1371,5	1354,5	1389,4	1400,0	1387,9	1401,9	1455,3	1450,6	1421,3	1427,4	1437,9	
Organismes publics	206,7	202,7	202,9	215,6	220,1	227,0	228,4	212,6	212,6	220,2	208,7	215,2	211,5	
Part. & Ent. privées	1170,1	1132,3	1168,6	1138,9	1169,3	1173,0	1159,5	1189,3	1242,7	1230,4	1212,6	1212,2	1226,4	
AUTRES POSTES NETS	-87,0	34,2	0,8	-72,0	-51,8	-74,4	-47,6	-42,7	-49,7	-32,6	-21,8	-8,9	-25,4	
Pour mémoire :														
- Crédits à court terme	1436,6	1369,7	1302,1	1287,2	1230,2	1207,5	1154,1	1189,1	1034,8	1012,9	1019,0	1071,4	1050,9	
- Crédits à m&l terme	727,4	703,7	718,3	739,6	802,3	783,7	768,9	775,3	775,5	767,2	766,1	759,5	782,7	
- Dépôts Organismes publics: - à vue	118,0	118,8	108,1	120,7	132,7	139,0	131,3	129,4	129,5	133,6	125,7	120,7	119,9	
- Dépôts Organismes publics à terme	88,7	83,9	94,8	94,9	87,4	88,0	97,1	83,2	83,1	86,6	83,0	94,5	91,6	

Source : BCEAO

TABLEAU 2

U.M.O.A. : SITUATION DES BANQUES

POSTES	1990			1991			1992			1993			
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars
	Milliards de francs CFA												
Avoirs Extérieurs Nets	-226,6	-222,3	-214,4	-179,8	-147,5	-133,6	-131,5	-157,7	-98,1	-102,0	-122,2	-84,8	-95,6
- Avoirs Extérieurs Bruts	125,2	124,3	111,6	113,0	124,5	135,2	133,2	115,7	141,3	143,5	126,7	149,6	153,1
- Engagements Extérieurs	351,8	346,6	326,0	292,8	272,0	268,8	264,7	273,4	239,4	245,5	248,9	234,4	248,7
RESERVES	295,2	315,3	349,9	318,0	327,6	333,3	368,2	385,4	411,5	413,9	418,8	395,9	402,1
CREANCES SUR LES ETATS	162,1	157,7	160,9	149,8	143,3	145,2	150,9	158,9	304,4	294,6	288,2	290,8	288,9
CREDITS A L'ECONOMIE	2125,8	2037,5	1989,3	1995,3	2002,2	1966,7	1896,0	1933,4	1777,3	1751,3	1748,0	1796,7	1798,7
Crédits de campagne	371,4	281,7	208,4	222,0	215,9	197,7	89,1	140,1	192,3	163,1	121,5	150,7	161,7
Crédits ordinaires	1754,4	1755,8	1780,9	1773,3	1786,3	1769,0	1806,9	1793,3	1585,0	1588,2	1626,5	1646,0	1637,0
A C T I F = P A S S I F	2356,5	2288,2	2285,7	2283,3	2325,6	2311,6	2283,6	2320,0	2395,1	2357,8	2332,8	2398,6	2394,1
DEPOTS DES PART. ET ENTREPRISES:	1333,4	1289,9	1324,4	1306,6	1341,3	1351,0	1341,3	1352,9	1405,8	1398,3	1361,6	1365,9	1375,0
Organismes publics	172,6	167,5	189,2	178,7	183,5	189,7	193,8	176,3	177,9	179,5	170,5	169,0	164,0
Part. & entreprises privées	1160,8	1122,4	1135,2	1127,9	1157,8	1161,3	1147,5	1176,6	1227,9	1218,8	1191,1	1196,9	1211,0
DEPOTS DES ETATS	357,4	345,5	352,9	375,7	384,1	373,0	356,4	361,2	377,6	370,0	361,8	370,9	380,6
CREDITS DE LA BANQUE CENTRALE	840,8	807,6	765,0	814,6	807,1	793,2	778,8	814,9	766,8	712,9	719,8	832,8	820,0
AUTRES POSTES NETS	-526,9	-501,4	-482,6	-506,4	-478,9	-474,4	-457,6	-482,4	-394,5	-368,9	-359,3	-405,4	-430,2
dont : Fonds propres	323,0	332,9	339,0	332,6	329,2	335,4	315,8	336,3	266,6	269,5	275,2	282,7	293,2
Pertes	303,4	307,2	328,0	335,0	361,4	360,3	363,3	379,7	343,1	319,4	325,3	343,0	339,8
Pour mémoire													
Dépôts privés & publics/Risques (en %)	73,9	74,5	78,0	78,4	80,4	81,6	82,9	81,9	85,7	86,4	84,6	82,2	84,1

Source : BCEAO

TABLEAU 3

U.M.O.A. : SITUATION DE LA BANQUE CENTRALE

POSTES	1990				1991				1992				1993	
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	
Milliards de francs CFA														
Avoirs Extérieurs Nets	-324,6	-273,6	-231,9	-259,4	-217,8	-220,0	-233,0	-139,2	-77,6	-110,9	-161,3	-143,6	-135,4	
- Avoirs Extérieurs Bruts (AEB)	82,2	83,4	130,4	120,8	132,6	145,7	126,0	232,5	270,7	236,1	174,2	177,2	180,3	
- Engagements Extérieurs	406,8	357,0	362,3	380,2	350,4	365,7	359,0	371,7	348,3	347,0	335,5	320,8	315,7	
CREANCES SUR LES ETATS	557,4	554,9	563,5	573,8	562,2	552,3	570,4	568,2	560,2	557,0	560,5	562,3	560,2	
CREANCES SUR LES BANQUES	844,9	818,0	766,3	816,8	813,2	799,6	788,9	818,1	802,1	769,9	784,6	839,2	828,5	
CREANCES S/LES ETABL. FINANCIERS	14,4	14,2	13,9	13,9	13,4	13,3	13,1	12,9	12,7	12,6	12,5	12,4	12,4	
A C T I F = P A S S I F	1092,1	1113,5	1111,8	1145,1	1171,0	1145,2	1139,4	1260,0	1297,4	1228,6	1196,3	1270,3	1265,7	
CIRCULATION FIDUCIAIRE	615,4	578,2	510,6	581,5	579,5	565,1	524,0	600,5	615,7	564,8	522,9	597,7	594,3	
DEPOTS DES ETATS (y c. encaisses)	45,9	43,9	45,5	53,9	54,6	60,2	45,2	55,6	80,0	49,8	41,5	46,7	41,8	
DEPOTS DES BANQUES (y c. encaisses)	297,2	314,4	359,8	319,2	338,4	329,2	370,4	394,7	410,5	414,4	410,2	384,3	409,8	
AUTRES DEPOTS	43,4	45,1	47,1	47,9	48,1	49,0	46,6	49,0	49,5	52,3	59,7	61,5	62,9	
AUTRES POSTES NETS	-316,6	-225,1	-213,6	237,6	-200,0	-224,0	-205,8	-211,5	-206,6	-199,7	-173,5	-140,7	-158,8	
Pour mémoire :														
Engagements monétaires à vue (EMAV)	1060,1	1021,3	1002,1	1058,8	1048,7	1042,2	1012,9	1142,2	1182,2	1122,2	1066,7	1123,0	1138,0	
Taux de couverture de l'émission monétaire (AEB / EMAV) (en %)	7,8	8,2	13,0	11,4	12,6	14,0	12,4	20,4	22,9	21,0	16,3	15,8	15,8	

Source : BCEAO

TABLEAU 4

U.M.O.A. : POSITION NETTE DES GOUVERNEMENTS

POSTES	1990			1991			1992			1993
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Mars
<i>Milliards de francs CFA</i>										
BILLETS ET MONNAIES	5,6	4,1	6,8	5,5	7,9	9,7	7,1	6,5	9,4	5,8
DEPOTS A LA BANQUE CENTRALE	40,3	39,8	38,7	48,4	46,7	50,5	38,1	49,1	70,6	36,0
DEPOTS DANS LES BANQUES	357,4	345,5	352,9	375,7	384,1	373,0	356,4	361,2	377,6	380,6
OBLIGATIONS CAUTIONNEES	23,8	21,7	17,2	17,6	16,9	11,2	13,9	18,1	20,3	22,5
TOTAL DES CREANCES	427,1	411,1	415,6	447,2	455,6	444,4	415,5	434,9	477,9	444,9
CONCOURS DE LA BANQUE CENTRALE	260,8	255,5	256,7	268,6	263,4	262,9	282,8	279,7	281,7	313,7
CONCOURS DES BANQUES	162,1	157,7	160,9	149,8	143,3	145,2	150,9	158,9	304,4	288,9
DEPOTS EN CCP	19,8	18,7	18,1	16,2	17,4	13,5	11,5	13,1	13,5	10,9
DEPOTS EN CNE	6,7	6,8	6,6	6,5	6,5	6,6	6,7	6,7	7,8	10,2
CONCOURS DU FMI	264,6	267,4	274,8	273,2	266,8	257,4	255,6	256,5	246,5	214,5
AUTRES CONCOURS	32,0	32,0	32,0	32,0	32,0	32,0	32,0	32,0	32,0	32,0
TOTAL DES DETTES	746,0	738,1	749,1	746,3	729,4	717,6	739,5	746,9	885,9	870,2
POSITION NETTE	318,9	327,0	333,5	299,1	273,8	273,2	324,0	312,0	408,0	425,3

Source : BCEAO

TABLEAU 5

U.M.O.A. : EVOLUTION DE LA BASE MONETAIRE

POSTES	1990				1991				1992				1993
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	
	Milliards de francs CFA												
Base Monétaire (BM)	956,0	937,7	917,5	948,6	966,0	943,3	941,0	1044,2	1075,6	1034,8	993,4	1043,5	1067,0
Billets émis	640,3	602,6	533,8	612,2	611,7	598,3	552,9	630,2	647,0	598,1	545,3	628,8	628,4
Réserves des banques	272,3	290,0	336,6	288,5	306,2	296,0	341,5	365,0	379,1	384,4	388,4	353,2	375,7
Autres dépôts	43,4	45,1	47,1	47,9	48,1	49,0	46,6	49,0	49,5	52,3	59,7	61,5	62,9
CONTREPARTIES DE BM	956,0	937,7	917,5	948,6	966,0	943,3	941,0	1044,2	1075,6	1034,8	993,4	1043,5	1067,0
Avoirs extérieurs nets	-324,6	-273,6	-231,9	-259,4	-217,8	-220,0	-233,0	-139,2	-77,6	-110,9	-161,3	-143,6	-135,4
Position nette des Gouvernements	511,5	511,0	518,0	519,9	507,6	492,1	525,2	512,6	480,2	507,2	519,0	515,6	518,4
Concours aux bques. & ét. fin.	859,3	832,2	780,2	830,7	826,6	812,9	802,0	831,0	814,8	782,5	797,1	851,6	840,9
Autres postes nets	-90,2	-131,9	-148,8	-142,6	-150,4	-141,7	-153,2	-160,2	-141,8	-144,0	-161,4	-180,1	-156,9
MASSE MONETAIRE (Mo)	2018,7	1938,7	1906,8	1958,7	1992,8	1985,2	1930,1	2022,2	2092,3	2037,7	1966,5	2049,6	2053,3
Multiplificateur (Mo/BM)	2,11	2,07	2,08	2,06	2,06	2,10	2,05	1,94	1,95	1,97	1,98	1,96	1,92
PARTAGE DES ENCAISSES													
(en pourcentage)													
Circulation fiduciaire	30,5	29,8	26,8	29,7	29,1	28,5	27,1	29,7	29,4	27,7	26,6	29,2	28,9
Dépôts en CCP	1,0	1,0	0,9	0,8	0,9	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5
Dépôts en CNE	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5
Dépôts en Banque	68,2	68,9	71,9	69,2	69,7	70,5	71,9	69,3	69,6	71,2	72,3	69,6	70,0
Coefficient de réserves (*)	19,8	21,7	24,5	21,3	22,0	21,1	24,6	26,0	26,0	26,5	27,3	24,7	26,1

(*) Réserves des Banques / Dépôts dans les banques (Situation des banques)

Source : BCEAO

TABLEAU 6

U.M.O.A. : INTERVENTIONS GLOBALES DE LA BANQUE CENTRALE

	Jun 90	Sept. 90	Déc. 90	Mars 91	Jun 91	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92	Jun 92	Sept. 92	Déc. 92	Mars 93
	Milliards de francs CFA											
1 - BANQUES PRIMAIRES	817,9	766,3	816,8	813,2	799,7	788,9	818,1	802,1	769,9	784,6	839,2	828,5
MARCHE MONETAIRE LOCAL	98,5	21,5	5,8	20,3	13,7	24,9	28,8	30,2	24,4	24,8	14,9	18,7
REFINANCEMENTS PLAFONNES (n.c. MML)	719,4	744,8	811,0	792,9	786,0	764,0	789,3	771,9	745,5	759,8	824,3	809,8
dont :												
* CONSOLIDATIONS	201,0	322,7	334,6	414,9	423,9	424,8	435,2	435,2	435,2	435,2	435,2	435,2
* EFFETS DE SUBSTITUT. EX-ONCAD ..	62,0	29,0	24,9	27,1	24,8	25,3	25,9	33,7	33,1	30,9	30,5	30,7
* CONCOURS SUR TITRES PUBLICS	-	-	-	-	-	-	-	148,1	148,1	147,5	148,1	148,1
2 - ETABLISSEMENTS FINANCIERS	14,3	14,0	13,9	13,4	13,2	13,1	12,9	12,7	12,6	12,5	12,4	12,4
MARCHE MONETAIRE LOCAL	5,6	7,5	6,4	2,5	2,5	2,4	2,4	1,8	1,7	1,6	1,5	1,5
REFINANCEMENTS PLAFONNES (n.c. MML)	8,7	6,5	7,5	10,9	10,7	10,7	10,5	10,9	10,9	10,9	10,9	10,9
dont : CONSOLIDATIONS	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2	5,2
3 - TRESORS NATIONAUX	255,5	256,7	268,5	263,4	262,9	282,8	279,8	281,6	289,5	298,8	313,7	313,7
ARTICLE 12	3,9	2,9	3,8	3,6	3,2	3,2	3,0	3,0	2,9	2,2	2,5	2,0
dont Marché Monétaire Local	3,9	2,9	3,8	3,6	3,0	3,2	3,0	3,0	2,9	2,2	2,5	2,0
ARTICLE 14	239,5	242,5	254,2	249,7	250,2	270,8	268,7	270,9	279,5	290,1	304,5	305,9
ARTICLE 15	12,1	11,3	10,5	10,1	9,5	8,8	8,1	7,7	7,1	6,5	6,1	5,8
C.C.P.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4 - INTERVENTIONS TOTALES	1087,7	1037,0	1099,2	1090,0	1075,8	1084,8	1110,8	1096,4	1072,0	1095,9	1164,7	1154,6
TOTAL MARCHE MONETAIRE LOCAL ...	108,0	31,9	16,0	26,4	19,2	30,5	34,2	35,0	29,0	28,6	18,9	22,2
INTERVENTIONS PLAFONNEES (n.c. MML)	979,7	1005,1	1083,2	1063,6	1056,6	1054,3	1076,6	1061,4	1043,0	1067,3	1145,8	1132,4
Pour mémoire :												
CREDITS A L'ECONOMIE	2073,4	2020,4	2026,8	2032,5	1991,2	1923,0	1964,4	1810,3	1780,1	1785,1	1830,9	1833,6
CONSOLIDATIONS	206,2	327,9	339,8	420,1	429,1	430,0	440,4	440,4	440,4	440,4	440,4	440,4
REF.CREDITS A L'ECO./CREDITS A L'ECO.(%)	40,3	38,8	41,2	40,8	41,0	41,9	42,5	45,2	44,1	44,8	46,6	46,0
CONSOLIDAT./REF. CREDITS A L'ECO. (%)	24,0	41,2	40,1	50,	51,9	52,8	52,2	53,2	55,4	54,4	51,0	51,6
Consol. + Titres+Ef.ONCAD/REF.CRED.A L'ECO.(%)		32,1	45,6	43,7	53,9	55,6	56,5	55,9	76,1	79,1	77,4	72,573,5

Source : BOEAO

TABLEAU 7

BENIN : SITUATION DES INSTITUTIONS MONETAIRES

POSTES	1990				1991				1992				1993
	1990		1991		1991		1992		1992		1992		1993
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars
<i>Milliards de francs CFA</i>													
Avoirs Extérieurs Nets	-16,7	-16,0	-12,2	-4,9	-8,6	0,9	17,5	29,9	47,2	47,8	60,2	60,8	62,3
Banque centrale	-8,0	-0,2	1,5	9,2	3,2	11,7	19,7	37,6	42,9	43,0	54,8	56,3	50,6
Banques	-8,7	-15,8	-13,7	-14,1	-11,8	-10,8	-2,2	-7,7	4,3	4,8	5,4	4,5	11,7
CREDIT INTERIEUR	109,7	106,3	104,5	112,4	93,0	87,8	85,7	77,8	61,7	61,4	61,1	74,1	80,8
Position nette du Gouvernement	0,2	5,0	3,0	10,3	-0,8	0,1	-2,5	-8,1	-9,1	-4,5	-4,8	4,8	4,4
Crédits à l'économie	109,5	101,3	101,5	102,1	93,8	87,7	88,2	85,9	70,8	65,9	65,9	69,3	76,4
Crédits de campagne	6,4	0,2	0,2	0,4	7,7	0,8	0,0	0,0	6,0	1,7	0,0	0,0	3,3
Crédits ordinaires	103,1	101,1	101,3	101,7	86,1	86,9	88,2	85,9	64,8	64,2	65,9	69,3	73,1
dont douteux et litigieux	30,2	30,9	30,9	30,7	15,1	15,1	15,0	14,8	7,7	7,9	8,0	8,1	8,1
ACTIF = PASSIF	93,0	90,3	92,3	107,5	84,4	88,7	103,2	107,7	108,9	109,2	121,3	134,9	143,1
MASSE MONETAIRE	117,7	124,3	122,4	134,0	136,5	140,2	145,4	151,3	154,4	156,9	163,4	175,2	174,2
Circulation fiduciaire	42,7	45,5	37,0	41,1	36,5	37,9	37,5	46,5	46,6	44,5	50,6	50,8	45,5
Dépôts en CCP	2,2	2,5	1,5	1,6	1,7	1,4	1,3	1,5	1,6	1,8	1,8	1,9	2,2
Dépôts en CNE	72,8	76,3	83,9	91,3	98,3	100,9	106,6	103,3	106,2	110,6	111,0	122,5	126,5
Dépôts en Banque	23,9	27,3	32,6	34,3	36,3	37,4	42,9	40,5	32,4	33,5	34,7	41,6	43,7
Organismes publics	48,9	49,0	51,3	57,0	62,0	63,5	63,7	62,8	73,8	77,1	76,3	80,9	82,8
Part. & Ent. privées	-24,7	-34,0	-30,1	-26,5	-52,1	-51,5	-42,2	-43,6	-45,5	-47,7	-42,1	-40,3	-31,1
AUTRES POSTES NETS													
Pour mémoire :													
- crédits à court terme	61,2	53,6	54,5	55,5	63,0	57,0	57,9	56,9	47,3	42,8	43,2	47,4	54,1
- crédits à moyen & long terme	48,3	47,7	47,0	46,6	30,8	30,7	30,3	29,0	23,5	23,1	22,7	21,9	22,3
- Taux de couv. de l'émiss. monétaire (%)	2,1	11,6	10,8	18,1	12,5	19,9	30,3	41,6	44,0	44,6	49,0	49,4	49,9

Source : BCEAO

TABLEAU 8

BURKINA : SITUATION DES INSTITUTIONS MONETAIRES

POSTES	1990				1991				1992				1993
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars
<i>Milliards de francs CFA</i>													
Avoirs Extérieurs Nets	55,2	59,1	47,4	57,6	62,9	68,6	60,2	65,6	79,1	79,2	70,8	80,3	85,4
Banque centrale	60,3	62,0	54,4	62,9	67,5	71,4	63,8	72,8	78,8	80,7	77,3	78,7	84,0
Banques	-5,1	-2,9	-7,0	-5,3	-4,6	-2,8	-3,6	-7,2	0,3	-1,5	-6,5	1,6	1,4
CREDIT INTERIEUR	112,3	117,0	117,1	99,5	102,5	99,2	103,7	99,7	97,8	102,0	104,3	91,8	91,9
Position nette du Gouvernement	-34,6	-31,6	-30,4	-34,8	-28,9	-32,5	-13,9	-13,6	-17,7	-10,5	-8,7	-8,1	-9,8
Crédits à l'économie	146,9	148,6	147,5	134,3	131,4	131,7	117,6	113,3	115,5	112,5	113,0	99,9	101,7
Crédits de campagne	17,4	22,6	12,4	9,2	13,6	13,9	11,5	8,3	17,1	11,4	8,7	7,1	12,1
Crédits ordinaires	129,5	126,0	135,1	125,1	117,8	117,8	106,1	105,0	98,4	101,1	104,3	92,8	89,6
dont douteux et litigieux	11,3	16,7	18,3	14,2	16,0	16,1	25,5	9,9	10,5	12,4	11,8	7,5	12,2
ACTIF = PASSIF	167,5	176,1	164,5	157,1	165,4	167,8	163,9	165,3	176,9	181,2	175,1	172,1	177,3
MASSE MONETAIRE	167,0	171,7	159,5	160,9	168,8	174,3	165,4	167,0	176,8	183,5	174,7	179,5	182,2
Circulation fiduciaire	59,5	63,6	57,0	58,6	60,7	62,4	61,0	60,9	62,9	63,0	60,6	66,2	68,0
Dépôts en CCP	2,3	2,3	2,2	2,3	2,2	2,3	2,3	1,9	2,0	1,9	1,9	3,8	2,0
Dépôts en CNE	6,7	6,8	6,7	6,5	6,5	6,6	6,7	6,7	7,8	10,3	10,2	10,2	10,2
Dépôts en Banque	98,5	99,0	93,6	93,5	99,4	103,0	95,4	97,5	104,1	108,3	102,0	99,3	102,0
Organismes publics	18,8	17,3	18,8	17,4	17,4	16,7	15,3	17,7	17,2	17,1	15,9	16,0	16,3
Part. & Ent. privées	79,7	81,7	74,8	76,1	82,0	86,3	80,1	79,8	86,9	91,2	86,1	83,3	85,7
AUTRES POSTES NETS	0,5	4,4	5,0	-3,8	-3,4	-6,5	-1,5	-1,7	0,1	-2,3	0,4	-7,4	-4,9
Pour mémoire :													
- crédits à court terme	94,5	94,4	86,7	81,1	78,7	79,5	50,1	66,0	69,6	65,7	66,8	60,3	60,1
- crédits à moyen & long terme	52,4	54,2	60,8	53,2	52,7	52,2	67,5	47,3	45,9	46,8	46,2	39,6	41,6
- Taux de cov. de l'émis. monétaire (%) ..	77,4	77,4	74,7	78,3	79,5	81,6	75,1	77,7	77,7	78,0	77,9	78,0	78,7

Source : BCEAO

TABLEAU 9

COTE D'IVOIRE : SITUATION DES INSTITUTIONS MONETAIRES

POSTES	1990				1991				1992				1993
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars
<i>Milliards de francs CFA</i>													
Avoirs Extérieurs Nets	-591,4	-559,2	-557,9	-574,4	-550,5	-549,5	-583,2	-556,5	-484,5	-490,9	-553,7	-557,9	-554,4
Banque centrale	-455,2	-438,8	-437,4	-465,5	-463,8	-461,0	-486,3	-454,2	-429,3	-431,9	-481,8	-504,5	-494,6
Banques	-136,2	-120,4	-120,5	-108,9	-86,7	-88,5	-96,9	-102,3	-55,2	-59,0	-71,9	-53,4	59,8
CREDIT INTERIEUR	1383,3	1318,9	1297,3	1306,8	1280,1	1269,5	1250,1	1303,3	1253,2	1258,3	1267,4	1325,4	1308,3
Position nette du Gouvernement	207,7	200,5	211,6	203,8	190,9	195,6	219,2	216,3	342,1	357,4	355,8	361,6	355,7
Crédits à l'économie	1175,6	1118,4	1085,7	1103,0	1089,2	1073,9	1030,9	1087,0	911,1	900,9	911,6	963,8	952,6
Crédits de campagne	279,4	207,7	173,7	192,1	149,8	149,8	58,6	114,1	110,2	103,3	81,6	113,9	107,9
Crédits ordinaires	896,2	910,7	912,0	910,9	939,4	924,1	972,3	972,9	800,9	797,6	830,0	849,9	844,7
dont douteux et litigieux	45,5	41,7	56,2	68,0	70,1	71,1	63,8	69,1	86,8	75,8	78,9	76,7	83,9
ACTIF = PASSIF	791,9	759,7	739,4	732,4	729,6	720,0	666,9	746,8	768,7	767,4	713,7	767,5	753,9
MASSE MONETAIRE	881,7	814,3	798,9	845,4	826,7	819,1	776,0	846,4	846,7	830,4	792,6	836,5	835,1
Circulation fiduciaire	276,4	242,4	215,4	270,7	246,7	229,6	208,3	258,3	242,5	220,1	205,0	251,7	248,9
Dépôts en CCP	1,5	1,3	1,2	1,2	1,1	1,1	1,5	1,4	1,5	1,6	1,7	2,1	1,3
Dépôts en CNE	603,8	570,6	582,3	573,5	578,9	588,4	566,2	586,7	602,7	608,7	585,9	582,7	584,9
Dépôts en Banque	54,2	52,8	57,1	53,9	59,0	64,6	60,1	52,5	64,1	65,2	60,2	50,7	42,1
Organismes publics	549,6	517,8	525,2	519,6	519,9	523,8	506,1	534,2	538,6	543,5	525,7	532,0	542,8
Part. & Ent. privées	-89,8	-54,6	-59,5	-113,0	-97,1	-99,1	-109,1	-99,6	-78,0	-63,0	-78,9	-69,0	-81,2
AUTRES POSTES NETS	-89,8	-54,6	-59,5	-113,0	-97,1	-99,1	-109,1	-99,6	-78,0	-63,0	-78,9	-69,0	-81,2
Pour mémoire :													
- crédits à court terme	883,2	840,2	798,2	818,6	724,3	719,6	698,2	752,6	566,7	571,1	577,0	638,8	608,1
- crédits à moyen & long terme	292,4	278,2	287,5	284,4	364,9	354,3	332,7	334,4	344,4	329,8	334,6	325,0	344,5
- Taux de couv. de l'émis. monétaire (%)	0,4	0,5	0,4	0,2	0,2	0,5	0,2	0,5	0,4	0,6	0,6	0,5	0,3

Source : BCEAO

MALI : SITUATION DES INSTITUTIONS MONETAIRES

POSTES	1990			1991			1992			1993
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Mars
<i>Milliards de francs CFA</i>										
Avoirs Extérieurs Nets	4,6	7,5	12,7	13,3	23,1	27,8	38,9	50,7	47,6	56,1
Banque centrale	18,2	21,6	23,1	23,8	31,5	40,1	43,3	55,2	54,4	54,2
Banques	-13,6	-14,1	-10,4	-10,5	-8,4	-12,3	-4,4	-4,5	-6,8	1,9
CREDIT INTERIEUR	113,7	105,0	94,2	90,1	102,8	96,4	87,5	87,6	102,0	101,7
Position nette du Gouvernement	18,6	15,2	12,9	5,7	4,9	2,2	1,7	1,2	0,2	4,1
Crédits à l'économie	95,1	89,8	81,3	84,4	97,9	94,2	85,8	86,4	101,8	97,6
Crédits de campagne	19,3	14,2	4,0	7,2	18,6	17,4	10,0	8,6	19,9	8,2
Crédits ordinaires	75,8	75,6	77,3	77,2	79,3	76,8	75,8	77,8	81,9	82,1
dont douteux et litigieux	10,3	10,3	9,9	10,2	9,6	10,1	18,2	18,7	17,3	22,9
ACTIF = PASSIF	118,3	112,5	106,9	103,4	125,9	124,2	126,4	138,3	149,6	157,8
MASSE MONETAIRE	153,3	138,2	130,9	135,0	141,8	144,7	142,8	152,7	168,8	171,8
Circulation fiduciaire	62,0	48,6	41,0	46,8	50,0	57,0	53,0	60,0	71,8	68,9
Dépôts en CCP	6,9	6,2	5,8	4,3	4,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts en CNE	84,4	83,4	84,1	83,9	87,5	87,7	89,8	92,7	97,0	102,9
Organismes publics	12,8	13,8	14,0	11,8	13,2	13,0	12,9	11,5	9,6	9,1
Part. & Ent. privées	71,6	69,6	70,1	72,1	74,3	74,7	76,9	81,2	87,4	93,8
AUTRES POSTES NETS	-35,0	-25,7	-24,0	-31,6	-15,9	-20,5	-16,4	-14,4	-19,2	-14,0
Pour mémoire :										
- crédits à court terme	44,3	39,1	29,3	33,5	47,4	42,8	33,4	34,3	50,6	39,9
- crédits à moyen & long terme	50,8	50,7	52,0	50,9	50,5	51,4	52,4	52,1	51,2	57,7
- Taux de couv. de l'émis. monétaire (%) ..	41,9	43,3	44,5	44,2	47,3	51,2	53,2	58,0	57,1	57,5

Source : BCEAO.

TABLEAU 11

NIGER : SITUATION DES INSTITUTIONS MONETAIRES

POSTES	1990				1991				1992				1993
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars
	Milliards de francs CFA												
Avoirs Extérieurs Nets	-9,0	-6,1	-1,6	0,1	5,1	-1,1	-3,0	-3,0	-3,8	-8,3	-2,0	0,3	-5,7
Banque centrale	22,5	24,8	28,6	27,9	33,6	26,6	23,3	25,5	26,4	20,8	28,2	28,8	26,4
Banques	-31,5	30,9	-30,2	-27,8	-28,5	-27,7	-26,3	-28,5	-30,2	-29,1	-30,2	-28,5	-32,1
CREDIT INTERIEUR	111,9	114,3	113,4	105,1	104,9	108,4	110,6	98,0	95,3	99,9	95,1	94,2	94,5
Position nette du Gouvernement	24,3	26,0	27,3	21,8	22,6	22,8	21,4	22,7	21,5	25,4	21,3	21,8	24,6
Crédits à l'économie	87,6	88,3	86,1	83,3	82,3	85,6	89,2	75,3	73,8	74,5	73,8	72,4	69,9
Crédits de campagne	6,8	7,0	0,5	0,1	2,0	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédits ordinaires	80,8	81,3	85,6	83,2	80,3	85,6	87,2	75,3	73,8	74,5	73,8	72,4	69,9
dont douteux et litigieux	30,6	36,0	35,1	38,5	38,0	37,9	38,1	39,4	39,2	38,6	35,0	37,5	37,6
ACTIF = PASSIF	102,9	108,2	111,8	105,2	110,0	107,3	107,6	95,0	91,5	91,6	93,1	94,5	88,8
MASSE MONETAIRE	130,6	129,0	133,4	128,8	133,2	128,6	128,4	122,0	118,6	116,2	119,4	121,1	121,4
Circulation fiduciaire	41,7	39,4	37,4	36,8	43,1	42,9	42,0	41,0	39,5	37,1	37,4	39,3	43,3
Dépôts en CCP	1,8	1,7	1,8	1,8	3,6	3,3	1,7	4,2	3,4	1,8	2,1	2,1	1,5
Dépôts en CNE	87,1	87,9	94,2	90,2	86,5	82,4	84,7	76,8	75,7	77,3	79,9	79,7	76,6
Dépôts en Banque	5,6	5,5	6,9	7,8	6,5	7,2	10,6	7,9	8,8	8,8	9,7	9,5	7,7
Organismes publics	81,5	82,4	87,3	82,4	80,0	75,2	74,1	68,9	66,9	68,5	70,2	70,2	68,9
Part. & Ent. privées	-27,7	-20,8	-21,6	-23,6	-23,2	-21,3	-20,8	-27,0	-27,1	-24,6	-26,3	-26,6	-32,6
AUTRES POSTES NETS													
Pour mémoire :													
- crédits à court terme	34,2	30,6	29,3	24,9	25,5	28,5	30,3	19,0	18,1	20,1	23,1	18,9	16,2
- crédits à moyen & long terme	53,4	57,7	56,8	58,4	56,8	57,1	58,9	56,3	55,7	54,4	50,7	53,5	53,7
- Taux de cov. de l'émis. monétaire (%)	61,9	61,5	65,1	63,0	65,1	62,3	59,5	59,6	60,2	59,0	63,5	62,8	58,5

Source : BCEAO

TABLEAU 12

SENEGAL : SITUATION DES INSTITUTIONS MONETAIRES

POSTES	1990				1991				1992				1993	
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	
Milliards de francs CFA														
Avoirs Extérieurs Nets	-237,9	-213,7	-215,0	-206,3	-187,2	-191,4	-207,0	-201,5	-155,8	-183,5	-210,2	-190,6	-175,9	
Banque centrale	-178,1	-149,1	-161,3	-172,4	-159,0	-170,6	-183,7	-169,0	-127,1	-152,3	-176,8	-163,4	-141,2	
Banques	-59,8	-64,6	-53,7	-33,9	-28,2	-20,8	-23,3	-32,5	-28,7	-31,2	-33,4	-27,2	-34,7	
CREDIT INTERIEUR	573,3	553,8	540,7	523,7	523,1	506,0	510,9	510,6	503,6	498,8	507,1	505,1	488,1	
Position nette du Gouvernement	124,0	123,0	122,3	107,7	101,2	102,4	113,4	109,8	85,9	81,1	90,9	82,9	63,3	
Crédits à l'économie	449,3	430,8	418,4	416,0	421,9	403,6	397,5	400,8	417,7	417,7	416,2	422,2	424,8	
Crédits de campagne	35,3	28,6	17,5	11,6	16,9	12,2	6,7	7,2	29,1	25,4	21,1	20,4	21,8	
Crédits ordinaires	414,0	402,2	400,9	404,4	405,0	391,4	390,8	393,6	388,6	392,3	395,1	401,8	403,0	
dont douteux et litigieux	54,8	38,4	38,7	34,4	34,3	34,5	34,2	42,7	42,2	41,1	40,5	40,5	42,2	
ACTIF = PASSIF	335,4	340,1	325,7	317,4	335,9	314,6	303,9	309,1	347,8	315,3	296,9	314,5	312,2	
MASSE MONETAIRE	378,7	372,8	362,0	351,2	372,4	368,9	357,8	371,6	411,5	384,3	363,7	385,2	380,6	
Circulation fiduciaire	106,4	109,8	93,6	95,2	104,5	99,7	84,0	97,5	114,6	104,7	87,7	107,2	107,3	
Dépôts en CCP	4,3	3,6	4,6	4,0	3,1	4,0	3,6	3,0	3,8	4,0	3,6	3,6	3,1	
Dépôts en CNE	268,0	259,4	263,8	252,0	264,8	265,2	270,2	271,1	293,1	275,6	272,4	274,4	270,2	
Organismes publics	27,3	25,6	29,3	25,9	21,6	22,9	22,4	19,5	19,1	18,7	18,6	21,2	23,3	
Part. & Ent. privées	240,7	233,8	234,5	226,1	243,2	242,3	247,8	251,6	274,0	256,9	253,8	253,2	246,9	
AUTRES POSTES NETS	-43,3	-32,7	-36,3	-33,8	-36,5	-54,3	-53,9	-62,5	-63,7	-69,0	-66,8	-70,7	-68,4	
Pour mémoire :														
- crédits à court terme	267,3	257,8	245,6	213,7	220,1	209,0	200,0	192,3	209,8	209,3	204,6	204,1	208,0	
- crédits à moyen & long terme	182,0	173,0	172,8	202,3	201,8	194,6	197,5	208,5	207,9	208,4	211,6	218,1	216,8	
- Taux de couv. de l'émis. monétaire (%) ..	1,2	1,0	1,0	1,3	1,3	2,2	1,2	1,6	1,1	1,5	0,9	1,6	1,6	

Source : BCEAO

TABLEAU 13

TOGO : SITUATION DES INSTITUTIONS MONETAIRES

POSTES	1990				1991				1992				1993
	1990		1991		1991		1992		1992		1992		1993
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars
<i>Milliards de francs CFA</i>													
Avoirs Extérieurs Nets	67,2	65,0	66,2	63,3	68,2	64,9	71,1	65,7	60,4	67,7	53,6	48,2	35,4
Banque centrale	60,0	58,8	66,0	62,9	64,6	58,8	66,0	65,3	63,9	62,5	54,9	49,5	36,7
Banques	7,2	6,2	0,2	0,4	3,6	6,1	5,1	0,4	0,1	5,2	-1,3	-1,3	-1,3
CREDIT INTERIEUR	88,0	92,3	92,7	95,7	105,2	103,9	102,6	103,8	108,6	97,9	96,2	93,6	98,1
Position nette du Gouvernement	-11,9	-4,5	-7,3	-7,9	-10,7	-12,1	-11,3	-11,9	-11,0	-12,4	-14,9	-17,5	-12,5
Crédits à l'économie	99,9	96,8	100,0	103,6	115,9	116,0	113,9	115,7	119,6	110,3	111,1	111,1	110,6
Crédits de campagne	6,8	1,4	0,1	1,4	7,3	3,6	0,3	1,9	10,0	5,4	1,1	1,1	1,1
Crédits ordinaires	93,1	95,4	99,9	102,2	108,6	112,4	113,6	113,8	109,6	104,9	110,0	110,0	109,5
dont douteux et litigieux	4,5	4,5	4,4	5,0	5,5	5,5	7,9	9,2	7,8	8,8	6,3	6,3	6,0
ACTIF = PASSIF	155,2	157,3	158,9	159,0	173,4	168,8	173,7	169,5	172,6	165,6	149,8	141,8	133,5
MASSE MONETAIRE	1543	149,7	158,3	159,8	169,3	164,3	170,2	164,9	167,9	154,1	141,8	136,6	127,6
Circulation fiduciaire	26,8	28,5	29,1	32,1	37,9	35,5	38,1	36,3	37,7	29,8	26,0	21,7	12,4
Dépôts en CCP	0,9	1,0	0,9	1,0	1,2	1,0	1,0	1,0	1,3	0,9	0,8	0,8	0,8
Dépôts en CNE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts en Banque	126,6	120,2	128,3	126,7	130,2	127,8	131,1	127,6	128,9	123,4	115,0	114,1	114,4
Organismes publics	37,5	31,5	36,1	31,0	33,5	31,1	32,1	29,0	28,4	26,2	24,0	24,0	24,1
Part. & Ent. privées	89,1	88,7	92,2	95,7	96,7	96,7	99,0	98,6	100,5	97,2	91,0	90,1	90,3
AUTRES POSTES NETS	0,9	7,6	0,6	-0,8	4,1	4,5	3,5	4,6	4,7	11,5	8,0	5,2	5,9
Pour mémoire :													
- crédits à court terme	56,6	52,7	56,2	59,7	71,2	71,5	66,1	68,0	69,4	68,4	64,7	64,7	64,5
- crédits à moyen & long terme	43,3	44,1	43,8	43,9	44,7	44,5	47,8	47,7	50,2	41,9	46,4	46,4	46,1
- Taux de cov. de l'émis. monétaire (%) ..	81,4	81,5	83,1	82,8	82,0	81,2	81,2	81,5	80,2	80,0	79,8	77,3	71,2

Source : BCEAO